



UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

الاتحاد اليهودي الفرنسي من أجل السلام
ההתאחדות היהודית הצרפתית למען השלום

Affiliée à



Qui sommes-nous ?

Née en 1994 de la volonté d'une expression juive sur les conditions d'une paix juste au Proche-Orient, l'UJFP est **une association juive laïque rassemblant des adhérent.e.s, porteurs d'une parole juive, aux histoires et aux parcours divers**. Nous nous réclamons d'une histoire plurielle qui a produit aussi bien des résistants antinazis, des combattants anticolonialistes que d'autres figures universalistes dont les expériences marquent nos mémoires. Nous nous impliquons dans la lutte contre le racisme sous toutes ses formes.

Le sionisme et le Proche-Orient

Le sionisme a abouti à la création de l'État d'Israël en provoquant la Nakba (« catastrophe » en arabe) : l'expulsion de plus de 700 000 Palestiniens. Cet État se revendique désormais officiellement comme « État-nation du peuple juif ». **Il poursuit méthodiquement et violemment sa conquête de la totalité de la Palestine**, en réprimant toute révolte de la population autochtone et en fragmentant la société palestinienne en de multiples enclaves et statuts juridiques différents : les Palestiniens d'Israël sont des citoyens de seconde zone, Jérusalem-Est et le Golan sont annexés, la Cisjordanie est occupée, colonisée, étranglée par le « mur de séparation » et les check-points, Gaza est soumise à un blocus extrême depuis 2007. **La logique de l'épuration ethnique commencée en 1948 a mené au génocide de Gaza en 2023-24.**

Les espoirs nés des « Accords d'Oslo » de 1993 se sont révélés rapidement illusoires. L'État d'Israël contrôle militairement un territoire dont il a soumis la population à une politique de colonisation, d'apartheid et d'épuration ethnique.

Violemment réprimées, les « marches du retour » en 2018 et les mobilisations de tous les Palestiniens en mai 2021, ont montré que le peuple palestinien dans sa diversité continue de lutter pour sa terre et ses droits.

Les massacres du 7 octobre arrivent dans ce contexte. Ces crimes de guerre sont le résultat d'années d'oppression insupportable de la part d'un État colonial sur la population gazaouie..

La Cour internationale de Justice considère que le « mur de séparation » est contraire au droit international (2004). Depuis au moins 2011, il est établi qu'**Israël est coupable du crime d'apartheid**. Cette analyse, développée par de nombreuses associations palestiniennes, est confirmée par des ONG compétentes dans le domaine des droits humains dont B'Tselem, Human Right Watch, Amnesty International, et l'ONU elle-même.

Le 26 janvier 2024, la Cour internationale de justice (CIJ) a rendu une décision demandant à Israël d'**empêcher d'éventuels actes de « génocide »** et de « **prendre des mesures immédiates pour permettre la fourniture « de l'aide humanitaire à la population civile de Gaza »**. Les décisions de la CIJ pourtant contraignantes n'ont pas été suivies par Israël qui a continué sa politique génocidaire. Des mandats d'arrêt contre Benjamin Netanyahu et son ministre de la défense Gallant ont été demandés par le procureur de la **Cour pénale internationale**.

Juif et sioniste, ce n'est pas la même chose

Nous refusons les équations « **Juif = sioniste** », « **Israélien = sioniste** », ou « **judaïsme = sionisme** ». Rappelons que le sionisme, **idéologie coloniale et nationaliste**, a historiquement été rejeté par les principaux courants religieux et politiques juifs. En France, la perception du public est faussée par l'activisme pro-israélien du CRIF qui est loin de représenter l'ensemble des Juifs et Juives français.e.s.

La stratégie israélienne d'une guerre sans fin conduite « au nom des Juifs du monde entier » interdit toute perspective de vie pacifique entre toutes les communautés du Proche-Orient et mobilise dans le monde les rancœurs contre « les Juifs ». Israël (et ses soutiens) qui se présentait comme la réponse à l'antisémitisme européen et aujourd'hui contre l'antisémitisme mondial, qualifie d'antisémite toute critique de sa politique et entretient la confusion avec l'antisémitisme. Cette manipulation banalise le racisme antijuif, que nous combattons. Elle sépare les Juifs du reste du monde et menace ainsi de les transformer en étrangers dans leurs propres pays.

Le respect des droits du peuple palestinien, y compris le droit au retour des réfugié.e.s, son droit à l'autodétermination et la réparation des torts qu'il a subis, sont des conditions indispensables pour une paix durable au Proche-Orient. **L'UJFP est solidaire de la résistance du peuple palestinien et soutient les anticolonialistes juifs et**

palestiniens. Elle soutient également toutes les populations qui, au Moyen-Orient ou ailleurs, luttent pour leur émancipation, pour la démocratie, la dignité, l'égalité et la justice.

Nous nous déclarons clairement antisionistes car nous n'acceptons pas le suprémacisme juif et nous voulons le respect des droits de tous entre la mer et le Jourdain quelle que soit la configuration future de ce territoire.

Les institutions juives françaises et leurs alliés

Nous jugeons désastreux le rôle joué par les institutions communautaires juives de France, qui agissent à travers le CRIF et diverses officines dont les milices fascistes telles que « Ligue de Défense Juive » comme des outils de la propagande sioniste. Elles ne portent pas les très diverses voix juives de France.

Tout aussi graves sont les attaques diffamatoires que des représentants nationaux ou locaux d'associations impulsent sous couvert de lutte contre l'antisémitisme – comme la LICRA (Ligue Internationale contre le Racisme et l'Antisémitisme). Si la lutte intransigeante contre l'antisémitisme est indispensable, comme contre toutes les formes du racisme, **l'instrumentalisation de l'antisémitisme pour accuser la gauche antiraciste est odieuse.**

Aux côtés d'autres organisations juives européennes et dans le monde, l'UJFP porte une autre parole juive, qui se démarque radicalement de leurs options, dans le sens de la justice et de l'égalité.

La « communauté internationale »

Malgré l'indignation de l'opinion publique internationale face aux exactions criminelles de l'État israélien, la complicité ouverte ou la paralysie des instances internationales, les politiques des États-Unis et de l'Union Européenne, dont la France, laissent agir Israël et refusent d'exercer des sanctions efficaces prévues par le droit international, lui accordant **une impunité de fait.** La présidence Trump a aggravé la situation avec la reconnaissance de Jérusalem comme capitale d'Israël et les Accords d'Abraham normalisant les relations entre Israël et des monarchies arabes ; la présidence Biden n'est pas revenue sur ces décisions.

Tant que l'État d'Israël ne sera pas comptable de sa politique illégale d'occupation, de violations du droit international et de ses nombreux crimes de guerre, une paix fondée sur l'égalité des droits sera impossible. **Pas de paix sans justice.**

Nous demandons la suspension immédiate de l'accord d'association entre Israël et l'Union Européenne, et que les responsables des crimes de guerre soient traduits devant les juridictions internationales compétentes.

L'UJFP participe aux actions demandant à notre propre gouvernement d'**exiger la libération des prisonniers politiques palestiniens,** ainsi que la **libération du communiste libanais Georges Ibrahim Abdallah** retenu en détention malgré une décision de justice.

L'engagement pour BDS

L'UJFP est un membre actif de la Campagne BDS France. La campagne BDS internationale a été lancée en 2005 par une large coalition d'associations de la société civile palestinienne. Elle vise à mettre fin à l'impunité d'Israël et dénonce toutes les institutions israéliennes impliquées dans la politique coloniale, d'apartheid et d'occupation. Comme le boycott qui avait contribué à mettre fin au régime d'apartheid en Afrique du Sud, cette campagne se décline en plusieurs axes : **boycotts** (économique, sportif, syndical, culturel et universitaire), **désinvestissement,** **sanctions** (politiques, économiques et judiciaires). Elle remporte de nombreuses victoires dans le monde, et a contraint l'Union européenne à préconiser de premières sanctions.

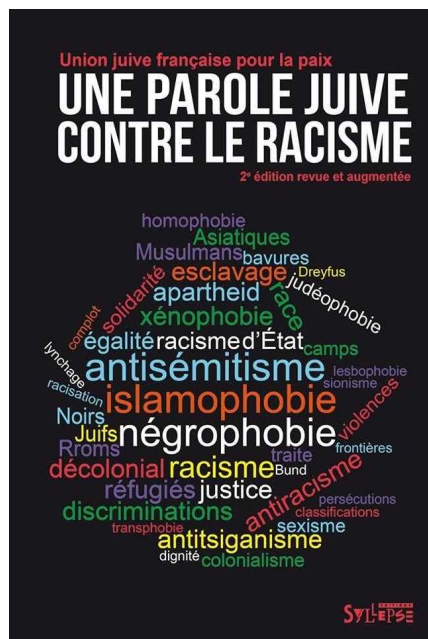
Elle se développe en France malgré les tentatives d'intimidation des lobbys sionistes. **Un rapport approfondi d'Amnesty International sur l'apartheid met pourtant à nu les structures de la société raciste qu'ils défendent.** L'intervention directe des citoyens est décisive pour faire pression sur nos gouvernements afin qu'ils appliquent les sanctions permettant de **contraindre Israël à se conformer au droit international.**



Nos partenaires

L'UJFP milite aussi au sein du **Collectif National pour une Paix Juste et Durable entre Palestiniens et Israéliens (CNPJDPI)** et de la **Plateforme des ONG pour la Palestine**. Elle est membre du **Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID)**, participe à plusieurs campagnes et collectifs comme « **Stoppons le KKL-FNJ** » l'instrument de la dépossession du peuple palestinien de ses terres, le **Réseau Juif Européen pour une Paix Juste (EJJP)** et la **Coordination Européenne des Comités et Associations pour la Palestine (ECCP)**. Aux côtés de nos partenaires de TSEDEK (Collectif juif décolonial), l'UJFP participe aux **congrès juifs internationaux antisionistes et anticolonialistes** (Londres, Barcelone en 2024).

Justice et égalité en France aussi



■ **Lutte contre le racisme sous toutes ses formes** : le contexte de crise économique, sociale et internationale qui se poursuit provoque une recrudescence du racisme sous diverses formes, favorise régression des libertés publiques et une montée inquiétante d'expressions politiques et idéologiques d'extrême-droite. Une bataille cruciale est engagée entre les tenants ultra-libéraux ou fascistes d'un État d'urgence permanent et les voix nombreuses et diverses qui s'y opposent.

Aux côtés d'autres organisations, **nous combattons toutes les formes du racisme**, y compris le **racisme d'État**, qu'il s'agisse de l'**islamophobie**, de l'**antisémitisme**, des racismes **anti-Roms**, **anti-Arabs**, **anti-Asiatiques** ou de la **négrophobie**. Nous affirmons la nécessité d'un **travail en convergence avec tous les racisés** au lieu du clivage que veulent imposer l'État et des institutions juives. Nous combattons le « deux poids deux mesures » qui consiste à privilégier et instrumentaliser la juste lutte contre l'antisémitisme pour développer ou entretenir la stigmatisation qui frappe les populations de culture musulmane.

À ce titre nous sommes impliqués dans les forums contre l'islamophobie, Sortir du Colonialisme, les collectifs de solidarité aux luttes des Roms (Collectif national droits de l'homme Romeurope, Plateforme Île de France Roms)...

■ **Lutte contre le colonialisme** : nous demandons que soit reconnu pour ce qu'il est le **passé colonial de la France** : une tragédie d'oppression de peuples entiers qui se poursuit sous de nouveaux masques et influence aujourd'hui encore la manière dont sont traités les descendants des victimes de cette histoire coloniale et luttons contre les **discriminations post-coloniales**. L'UJFP soutient les initiatives visant à décoloniser l'espace public et les imaginaires.

■ **Lutte contre les violences et les discriminations** : nous rejetons un prétendu « choc des civilisations » et l'**instrumentalisation de la laïcité et du féminisme** pour interdire le port du voile et d'autres signes religieux à l'école et dans les administrations, et priver une partie de la population de son droit de vivre ouvertement en accord avec sa religion. Avec d'autres associations engagées dans le même combat, nous attendons du gouvernement qu'il rompe avec :

- la **politique xénophobe et raciste** impulsée par l'État lui-même,
- les **dérapages et les abus d'une lutte légitime contre le terrorisme** et la violence,
- et la **dé légitimation, voire la criminalisation, du mouvement de solidarité avec le peuple palestinien**.

Nous combattons aux côtés des **comités autonomes de sans-papiers** et des **familles victimes de violences policières**, en nous mobilisant pour la **régularisation de tous les sans-papiers**. Nous sommes investis dans de nombreux collectifs : Mamans toutes égales, l'Union Nationale des sans-papiers, le Réseau Éducation sans Frontières (RESF)...

Pour nous contacter :

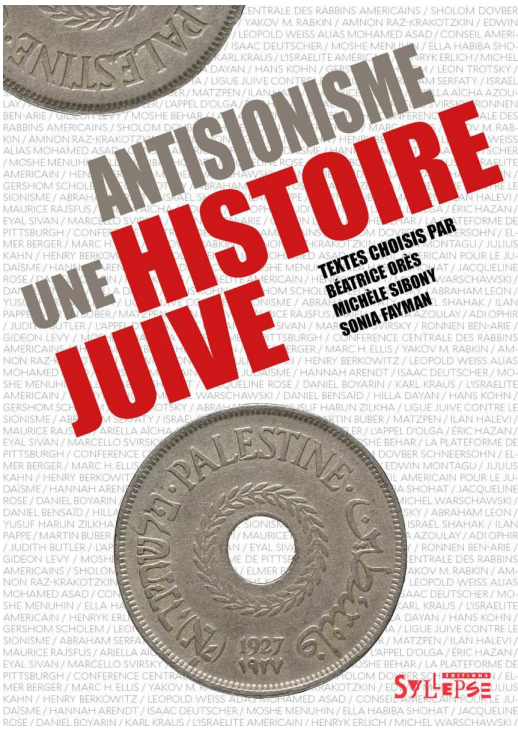
	UJFP 21 ter rue Voltaire 75011 PARIS		
	Email : contact@ujfp.org		07 81 89 95 25
	Site : www.ujfp.org		UJFP : @contactujfp
	Instagram : UJFP.official		Page UJFP et Groupe de soutien à l'UJFP

Actions et publications

L'UJFP, c'est aussi :

- la publication d'Une parole juive contre le racisme » et de dix clips disponibles sur notre site ;
- la publication du livre de témoignages *Parcours de Juifs antisionistes en France* ; et d'un choix de textes : *Antisionisme : une histoire juive*
- la publication ou la contribution de différents adhérents à des livres et brochures, comme la revue « De l'Autre Côté » ;
- une exposition itinérante sur la situation des Bédouins du Néguev
- dans le prolongement d'une action de soutien matériel aux paysans du village de Khuza'a (Gaza): édification d'un château d'eau et création d'une pépinière, aujourd'hui détruits par l'armée israélienne, actions concrètes de solidarité;

- la participation avec l'AFPS et l'AURDIP au groupe de travail assurant une veille sur les manuels scolaires ;
- le soutien à l'initiative « Gaza Stories » qui a déjà produit plus de 200 vidéos montrant la vie réelle



- des réunions publiques, voire des « tournées » à travers la France, souvent en partenariat, pour donner la parole à des militants et auteurs palestiniens ou israéliens anticolonialistes, comme par exemple après l'assassinat de l'infirmière Razan El-Najjar ou pour présenter le combat des footballeurs amputés de Gaza ;
- des prises de position régulières via notre site et les réseaux sociaux sur différents thèmes touchant à la solidarité avec les Palestiniens et à la lutte contre toutes les formes du racisme et contre toutes les discriminations ;
- des interventions de nos adhérents dans les médias, dans des conférences débats, et leur participation à de nombreuses missions de solidarité dans les territoires occupés, avec l'« Association des Travailleurs Maghrébins de France » (ATMF), puis d'autres associations maghrébines, affirmant ainsi que là-bas et ici la ligne de démarcation ne passe pas entre Juifs et Arabes, mais entre respect et déni du droit.

J'adhère à l'UJFP / Je fais un don

J'adhère à l'UJFP 10 € (chômeurs et précaires) • 50 € (membre actif) • + de 50 € (en soutien) : ____ €

Je fais un don de ____ € | Adresse e-mail : _____ @

Je règle : Par chèque à l'ordre de l'UJFP de : ____ € • En ligne sur le site de l'UJFP

Prénom : _____ Nom : _____ Téléphone fixe/mobile : _____ /

Adresse : _____ Code postal : _____ Ville : _____

Je m'inscris à la liste de diffusion des adhérents de l'UJFP

Je m'inscris à la liste de débats réservée aux adhérents

